



Treaty Series No. 36 (1990)

Additional Protocol No. 2
to the Revised Convention
for Rhine Navigation of 17 October 1868,
as amended on 20 November 1963
with
Protocol of Signature

Strasbourg, 17 October 1979

[The United Kingdom instrument of ratification was deposited on 9 January 1985 and the Additional Protocol entered into force on 1 February 1985]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
June 1990*

LONDON : HMSO

£1.75 net

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 2
A LA
CONVENTION REVISEE POUR LA NAVIGATION DU RHIN

La République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Royaume des Pays-Bas, la Confédération Suisse,

Considérant que certaines difficultés sont apparues dans l'application et l'interprétation de quelques articles de la Convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868 dans sa version du 20 novembre 1963,

sont convenus d'y apporter les modifications et compléments suivants:

ARTICLE I

L'article 2 paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

“ Sera considéré comme appartenant à la navigation du Rhin tout bateau ayant le droit de battre pavillon d'un des Etats Contractants et pouvant justifier ce droit au moyen d'un document délivré par l'autorité compétente.”

ARTICLE II

L'article 4 est remplacé par le texte suivant:

“ Les bateaux appartenant à la navigation du Rhin sont autorisés à effectuer des transports de marchandises et de personnes entre deux points situés sur les voies navigables mentionnées au premier au alinéa de l'article 3. Les autres bâtiments ne sont autorisés à effectuer de tels transports que dans des conditions déterminées par la Commission Centrale.

Les conditions de transport de marchandises et de personnes par des bateaux n'appartenant pas à la navigation du Rhin, entre un lieu situé sur les voies navigables mentionnées ci-dessus et un lieu situé sur le territoire d'un Etat tiers, sont déterminées dans des accords à conclure entre les deux Parties concernées. La Commission Centrale est consultée avant la conclusion de tels accords.

Pour ce qui concerne les voies navigables mentionnées ci-dessus, le traitement national, sous tous les rapports, sera accordé aux bateaux appartenant à la navigation du Rhin et à leurs chargements.”

ARTICLE III

Les dispositions de la Convention révisée pour la navigation du Rhin et de ses amendements ultérieurs, pour autant qu'elles sont actuellement encore en vigueur et qu'elles sont incompatibles avec le présent protocole, sont abrogées.

ARTICLE IV

Le présent protocole additionnel est soumis à ratification.

Les instruments de ratification seront déposés au Secrétariat de la Commission Centrale être conservés dans ses archives.

Un procès-verbal du dépôt des instruments de ratification sera dressé par les soins du Secrétaire Général, qui remettra à chacun des Etats signataires une copie certifiée conforme des instruments de ratification ainsi que du procès-verbal de dépôt.

ARTICLE V

Le présent Protocole additionnel entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt du sixième instrument de ratification au Secrétariat de la Commission Centrale. Le Secrétaire Général en informera les autres Etats signataires.

ARTICLE VI

Le présent Protocole additionnel, rédigé en un seul exemplaire en allemand, en français et en néerlandais, le texte français faisant foi en cas de divergences, restera déposé dans les archives de la Commission Centrale.

Une copie certifiée conforme par le Secrétaire Général en sera remise à chacun des Etats Contractants.

En foi de quoi, les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent Protocole additionnel.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 1979

[For signatures and ratifications see page 7]

**PROTOCOLE DE SIGNATURE
DU PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 2
A LA CONVENTION REVISEE POUR LA NAVIGATION DU RHIN**

Les Plénipotentiaires de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume des Pays-Bas, de la Confédération Suisse,

réunis à Strasbourg en vue de procéder à la signature du Protocole additionnel n° 2 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin, sont convenus, au moment de signer ce Protocole, des dispositions suivantes qui font parties intégrantes dudit Protocole additionnel:

1. Le document visé à l'article 2 paragraphe 3 de la Convention révisée pour la navigation du Rhin amendée par le Protocole additionnel n° 2, n'est délivré par l'autorité compétente de l'Etat concerné que pour un bateau pour lequel existe avec cet Etat un lien réel dont les éléments seront déterminés sur base de l'égalité de traitement entre Etats Contractants qui prendront les mesures nécessaires pour en permettre une adoption uniforme. Lorsque les conditions de délivrance de ce document ne sont plus remplies, il cesse d'être valable et doit dès lors être retiré par l'autorité qui l'a délivré.

2. Dans l'intérêt développement de la politique commune des transports et du régime rhénan, les Etats Contractants sont disposés à prendre les mesures nécessaires pour permettre la négociation sur les modifications à la Convention révisée pour la navigation du Rhin qui s'avèreraient nécessaires en vue d'une adhésion éventuelle de la Communauté Economique Européenne au statut international du Rhin.

3. Dans la perspective de cette adhésion éventuelle, le traitement dont bénéficient les bateaux appartenant à la navigation du Rhin est accordé dès l'entrée en vigueur du présent Protocole aux bateaux ayant le droit de battre pavillon de tout Etat membre de la Communauté Economique Européenne. Le même traitement peut être accordé par décision prise conformément à la procédure de l'article II premier alinéa deuxième phrase du Protocole additionnel n° 2, aux bateaux battant pavillon d'un autre Etat.

4. Les articles IV à VI du Protocole additionnel n° 2 à la Convention révisée pour la navigation du Rhin s'appliquent également au présent Protocole de signature.

En foi de quoi, les soussignés ayant déposé leurs pleins pouvoirs, ont signé le présent Protocole de signature.

Fait à Strasbourg, le 17 octobre 1979.

[for signatures see page 8]

Declaration Suisse

Au moment de procéder à la signature du présent Protocole de signature, le Plénipotentiaire suisse a fait observer que le Gouvernement Suisse pouvait accepter les dispositions convenues au chiffre 3, eu égard aux obligations des autres Etats Contractants vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne et au fait que le structure économique du marché de navigation intérieure des Etats bénéficiaires desdites dispositions est identique ou équivalente à celle des Etats Contractants et ne pourra, pour cette raison, porter atteinte à l'économie existante du marché rhénan.

Pour la Confédération Suisse:

[Signature]

[TRANSLATION]

ADDITIONAL PROTOCOL No. 2¹
TO THE
REVISED CONVENTION FOR RHINE NAVIGATION

The Federal Republic of Germany, The Kingdom of Belgium, The French Republic, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, The Kingdom of the Netherlands, The Swiss Confederation,

Whereas certain difficulties have arisen in the application and interpretation of certain Articles of the Revised Convention for Rhine Navigation of 17 October 1868 as amended on 20 November 1963²,

have agreed to make the following amendments and additions:

ARTICLE I

Article 2, third paragraph shall be replaced by the following:

“Any vessel shall be deemed to belong to Rhine Navigation if it has the right to fly the flag of one of the Contracting States and can substantiate this right by means of a document issued by the competent authority.”

ARTICLE II

Article 4 shall be replaced by the following:

“Vessels belonging to Rhine Navigation shall be authorized to transport merchandise and persons between two points situated on the inland waterways referred to in the first paragraph of Article 3. Other vessels shall be authorized to carry out such transport only under conditions laid down by the Central Commission.

The conditions for the transport of merchandise and persons by vessels not belonging to Rhine Navigation, between a point situated on the above-mentioned inland waterways and a point situated in the territory of a third State shall be laid down in agreements to be concluded between the two Parties concerned. The Central Commission shall be consulted before the conclusion of such agreements.

With regard to the above-mentioned inland waterways, the same treatment in every respect as for nationals shall be given to vessels belonging to Rhine Navigation and to their cargoes”.

ARTICLE III

The provisions of the Revised Convention for Rhine Navigation and of its subsequent amendments shall be repealed insofar as they are still in force and are incompatible with this Protocol.

ARTICLE IV

This Additional Protocol shall be subject to ratification.

The instruments of ratification shall be deposited with the Secretariat of the Central Commission for preservation in its archives.

A record of the deposit of instruments of ratification shall be drawn up by the Secretary-General, who shall transmit to each of the Signatory States a certified copy of the instruments of ratification and of the record of deposit.

¹ The previous Additional Protocols were published as Treaty Series No. 86 (1975), Cmnd. 6175 and Treaty Series No. 53 (1982), Cmnd. 8719.

² Treaty Series No. 66 (1967), Cmnd. 3371.

ARTICLE V

This Additional Protocol shall enter into force¹ on the first day of the month following the deposit of the sixth instrument of ratification with the Secretariat of the Central Commission. The Secretary-General shall inform the other Signatory States thereof.

ARTICLE VI

This Additional Protocol, drawn up in a single original in Dutch, French and German, the French text being authentic in the event of divergences, shall remain deposited in the archives of the Central Commission.

A copy certified as identical by the Secretary-General shall be transmitted to each of the Contracting States.

In witness whereof the undersigned, having deposited their Full Powers, have signed this Additional Protocol.

Done at Strasbourg on 17 October 1979

SIGNATURES AND RATIFICATIONS

<i>State</i>	<i>Date of signature</i>	<i>Date of deposit of instrument of ratification</i>
Belgium	17 Oct. 1979	30 July 1981
France	17 Oct. 1979	4 Mar. 1981
Germany, Federal Republic of	17 Oct. 1979	6 Nov. 1984*
Netherlands	17 Oct. 1979	21 Jan. 1985
Switzerland	17 Oct. 1979	30 Nov. 1984
United Kingdom	17 Oct. 1979	9 Jan. 1985

* Includes Land Berlin

¹ The Additional Protocol entered into force on 1 February 1985.

**PROTOCOL OF SIGNATURE
OF ADDITIONAL PROTOCOL No. 2
TO THE REVISED CONVENTION FOR RHINE NAVIGATION**

The Plenipotentiaries of the Federal Republic of Germany, The Kingdom of Belgium, The French Republic, The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, The Kingdom of the Netherlands, The Swiss Confederation,

meeting in Strasbourg for the purpose of signing Additional Protocol No. 2 to the Revised Convention for Rhine Navigation, agreed at the time of signing that Protocol to the following provisions which shall form an integral part of the said Additional Protocol:

1. The document referred to in Article 2, third paragraph, of the Revised Convention for Rhine Navigation, as amended by Additional Protocol No. 2, shall be issued by the competent authority of the State concerned only for vessels which have with that State a genuine link the constituent factors of which shall be determined on the basis of equal treatment between Contracting States, which will take the measures necessary to ensure uniform adoption. If the conditions for the issue of the document cease to be fulfilled, it shall lapse and must accordingly be withdrawn by the issuing authority.

2. In the interests of developing the common transport policy and the Rhine regime, the Contracting States are prepared to take the measures necessary to permit the negotiation of such amendments to the Revised Convention for Rhine Navigation as may prove to be necessary with a view to possible accession by the European Economic Community to the international Rhine regime.

3. With a view to this possible accession, the treatment accorded to vessels which belong to Rhine Navigation shall be accorded, as from the entry into force of this Protocol, to vessels which have the right to fly the flag of any Member State of the European Economic Community. The same treatment may be accorded, by a decision taken in accordance with the procedure laid down in the second sentence of the first subparagraph of Article II of Additional Protocol No. 2, to vessels flying the flag of another State.

Articles IV to VI of Additional Protocol No. 2 to the Revised Convention for Rhine Navigation shall also be applied to this Protocol of Signature.

In witness whereof the undersigned, having deposited their Full Powers, have signed this Protocol of Signature.

Done at Strasbourg on 17 October 1979

SIGNATURES

Belgium
France
Germany, Federal Republic of
Netherlands
Switzerland (with declaration)
United Kingdom

Swiss Declaration

At the time of signing this Protocol of Signature the Swiss Plenipotentiary pointed out that the Swiss Government could accept the provisions stipulated at 3, having regard to the obligations of the other Contracting States in relation to the European Economic Community and to the fact that the economic structure of the inland water transport market of the States benefiting from the said provisions is identical with or equivalent to that of the Contracting States and therefore cannot adversely affect the existing economy of the Rhine market.

For the Swiss Confederation
(signature)